



**ROSA  
LUXEMBURG  
STIFTUNG**

مكتب شمال إفريقيا  
North Africa Office



---

## **POUR UN ÉCOSOCIALISME EURO-MÉDITERRANÉEN CORINNE MOREL DARLEUX**

**Corinne MOREL - DARLEUX – Parti de Gauche  
France**

Plus les politiques d'austérité s'avancent en Europe, plus il devient évident que ce modèle ne fonctionne pas. Partout où les politiques de coupes budgétaires dans les investissements publics sont appliquées, la dette publique continue d'augmenter, le chômage explose et la précarité s'étend. Nous nous réjouissons donc de ces rencontres qui, dans la foulée des révolutions citoyennes et des mouvements progressistes de ces dernières années tout autour de la Méditerranée, ouvre une brèche dans l'idéologie dominante et montre qu'une alternative est possible en sortant de la soumission aux dogmes libéraux.

Que ce soit au Portugal, en Espagne, en Grèce, en Turquie, au Liban, ou ici en Tunisie, partout des citoyennes et des citoyens s'organisent, se battent, se révoltent contre le sort qui leur est fait dans les couloirs de Bruxelles, et inventent de nouveaux horizons. Or si les media, analystes et observateurs politiques ont largement commenté les victoires et déboires de Syriza, ou encore la montée de Podemos en Espagne, suite au mouvement des Indignés, ils oublient cependant régulièrement de faire également écho aux mouvements démocratiques en cours dans le monde arabe. D'où la nécessité de disposer d'un outil d'information indépendant comme Le Monde Diplo.

De la place Taksim en Turquie à la revendication d'une assemblée constituante en Tunisie, en passant par la mobilisation citoyenne contre l'extraction des gaz de schiste en Algérie ou la lutte contre les déchets au Liban, les pays méditerranéens du Sud et de l'Orient ne doivent pas être oubliés dans l'analyse portée sur l'émergence de nouveaux mouvements sociaux et leur prise en compte de la question de l'environnement. Parce que celui-ci n'est pas un supplément d'âme des politiques publiques, mais bel et bien un sujet majeur, avec des enjeux qui se concrétisent dès maintenant.

Les épisodes climatiques sévères, sécheresses, inondations, provoquent famine et ruines des paysans, apportant leur lot de migrations forcées. L'accès à des ressources devenues de plus en plus rares : eau potable, terres arables, énergies fossiles, aggrave le risque de conflits armés et provoque déjà de nouveaux phénomènes de domination et de néocolonialisme.

La question climatique et écologique ne peut plus être dissociée de la question économique et sociale. L'exploitation des ressources naturelles obéit aux mêmes dogmes, aux mêmes intérêts et aux mêmes pressions des lobbies, que celles des femmes et des hommes. Il nous faut donc envisager ces différentes dimensions comme un tout. Or le point commun de tous ces mouvements est justement de combiner exigences sociales, démocratiques et bien souvent écologiques. De manière notable, de l'Europe à la Méditerranée, les revendications populaires intègrent de plus en plus la dimension systémique de la crise liant toutes ces dimensions.

Pour être à la hauteur de ces aspirations, la gauche progressiste euro-méditerranéenne doit donc se munir d'un projet politique intégrant de manière cohérente tous ces aspects. Car même avec une revalorisation des salaires et la relance des investissements publics, nous continuerions à nous heurter à un mur infranchissable, celui de la limite des ressources naturelles qui s'épuisent et du dérèglement climatique qui s'aggrave. C'est donc un changement profond de modèle qu'il nous faut construire.

Ce nouveau projet politique liant justice sociale, défense des écosystèmes et revendications démocratiques, nous l'appelons écosocialisme et l'avons fait nôtre. Le Manifeste pour l'écosocialisme qui nous sert de base de discussion commune le décrit en 18 thèses. Il est disponible en sept langues du pourtour méditerranéen : arabe, turc, espagnol, portugais, italien, français et grec.

---

---

L'écোসocialisme prend en compte les limites du réel, des écosystèmes comme des souffrances humaines. Il remet en cause le mythe de la croissance économique, calculée en termes de PIB qui ne reflète en rien la satisfaction des besoins humains ni ne mesure le bien vivre des populations ou la sauvegarde des écosystèmes nécessaires aux conditions même de vie humaine sur Terre. Il résout la délicate équation de combiner relance de l'activité et création d'emplois, relocalisation des productions, répartition des richesses et préservation de la nature dans un nouveau paradigme qui reprend le meilleur de nos différentes traditions politiques pour proposer une véritable alternative à l'austérité et aux logiques libérales.

Le cadre de ces politiques et traités iniques, l'Union européenne, a fait long feu. Elle a confisqué la souveraineté des peuples et l'a remplacé par des logiques mortifères qui partout où elles sont appliquées livrent nos services publics au privé, aggravent la misère, privent les États de leur politique monétaire et budgétaire, et les citoyens de leur droit à déterminer leur destin. Il est temps d'envisager un Plan B à cette Union qui n'en a plus que le nom.

Nous partageons le poids de la dette, la régression des esprits dominés par l'obscurantisme et l'affaiblissement de la souveraineté populaire. Mais nous partageons aussi un écosystème, la Mer Méditerranée. Faisons-en notre drapeau commun. Le projet écোসocialiste, appliqué à la Mer Méditerranée peut fournir la base concrète permettant d'unir toutes les forces progressistes du pourtour méditerranéen.

Car la Méditerranée, Mare Nostrum, ce formidable écosystème que nous avons en commun, est hélas bien mal en point : surpêche, résidus de médicaments, déchets de matières plastiques, polluants organiques... Selon un rapport de 2011, le « point de non-retour » n'est pas loin. Or l'eau de cette mer semi-fermée met un siècle à se renouveler, et les stations d'épuration sont à l'évidence en nombre insuffisant. Au nord de la Méditerranée, 89 % des villes de plus de 10.000 habitants ont un réseau d'épuration, au sud ce pourcentage n'est que de 56 %. Plus généralement, les politiques et les moyens divergent très largement entre les pays du pourtour méditerranéen et nécessitent une coopération internationale pour sauver cet écosystème qui est aussi un espace commun de développement économique et une communauté de destin humain.

Voilà un domaine pratique d'application concrète d'une alternative écোসocialiste qui permettrait tout à la fois de relancer l'activité maritime et portuaire, de développer les services publics d'assainissement et de nouvelles formes d'énergie renouvelables, tout en préservant notre environnement !

Parce qu'elle est notre bien commun et la source de nombreux services écosystémiques qui sont indispensables au bien-vivre de nos peuples et à l'économie de nos pays, parce que nous refusons de continuer à regarder sans rien faire son avenir mis en danger, son intégrité pillée, polluée et dégradée par l'exploitation capitaliste, déclarons qu'au lieu d'arsenaux nucléaires et de bases militaires, nous voulons des usines d'assainissement, qu'au lieu de plateformes d'exploitation en mer des énergies fossiles, nous voulons des éoliennes et des énergies marines renouvelables, qu'au lieu de déversement de déchets et de surpêche destructrice, nous voulons réduire la production qui est mue uniquement par les profits. Disons ensemble que nous voulons une biodiversité respectée et des littoraux préservés.

Aussi nous lançons un appel fraternel à toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans ce projet, et nous leur proposons d'initier ensemble une campagne écোসocialiste appelant à un plan d'action pour notre mer commune, la Méditerranée.

---